Sous la direction de
Camil GIRARD
PhD Histoire, Groupe de recherche sur l'histoire, UQAC
Avec la collaboration de Jean-Michel Tremblay

(1988)

Le Saguenay- Lac-Saint-Jean en 1850

Rapport spécial de Jacques Crémazie

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca
Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Sous la direction de Camil GIRARD [PhD Histoire, Groupe de recherche sur l'histoire, UQAC], Avec la collaboration de Jean-Michel Tremblay

Le Saguenay-Lac-Saint-Jean en 1850. Rapport spécial de Jacques Crémazie.

Jonquière : Les Éditions Sagamie/Québec, 1988, 62 pp.

M Girard, professeur d'histoire à l'Université du Québec à Chicoutimi, nous a accordé le 3 mai 2007 son autorisation de diffuser électroniquement ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.

Courriel : camil_girard@uqac.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 22 mai 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Sous la direction de
Camil GIRARD

PhD Histoire, Groupe de recherche sur l'histoire, UQAC
Avec la collaboration de Jean-Michel Tremblay

Le Saguenay-Lac-Saint-Jean en 1850. Rapport spécial de Jacques Crémazie.

Jonquière: Les Éditions Sagamie/Québec, 1988, 62 pp.

Illustration de la page couverture : sources Archives Nationales du Québec au Saguenay - Lac-Saint-Jean.

Illustration de la page 3 : Jean-Claude Simard Photos : A.N.Q.S.L.S.J.

Photo de Jacques Crémazie : Archives nationales du Québec à Québec (Fonds Livernois).

Les éditions Sagamie/Québec remercient les Archives nationales de leur collaboration, ainsi que le Groupe de recherche sur l'histoire (GRH).

La collection Territoire est sous la direction de M. Camil Girard, historien.

Table des matières

[Présentation des auteurs](#) (Quatrième de couverture)
[Avant-propos](#), par Camil Girard, 1988

[Présentation](#)

[L'ouverture du Saguenay à la colonisation](#)

[Pressions pour ouvrir le Saguenay à la colonisation](#)
[Les premiers efforts de colonisation](#)

[Rapport spécial sur le Saguenay](#)

[À l'Honorable James Leslie, Secrétaire Provincial](#)
[Rapport sur le Saguenay](#)

- I. [Désappointement éprouvé par les colons](#)
- II. [Difficulté de la possession des terres.](#)
- III. [Manque de chemins](#)
- IV. [Servitudes rurales](#)
- V. [Dépression du commerce des bois](#)
- VI. [Mauvaise culture](#)
- VII. [Répugnance des *habitants* pour la tenue en franc-alleu](#)

[Biographie](#), Jacques Crémazie

[Bibliographie sommaire sur l'histoire du Saguenay - Lac-Saint-Jean](#)

Le Saguenay-Lac-Saint-Jean en 1850.
Rapport spécial de Jacques Crémazie.

Présentation du livre

(Quatrième de couverture)

[Retour à la table des matières](#)

Professeur-chercheur en histoire, Camil Girard a complété des études de premier cycle à l'UQAC, des études de maîtrise en Ontario (University of Western Ontario) et des études de doctorat à l'Université de Paris, Panthéon-Sorbonne. Il enseigne à l'UQAC depuis 1977 (chargé d'enseignement). En 1982-1983, il a enseigné à l'Université du Québec à Rimouski. Depuis 1985, il est chercheur à l'Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC). Il prépare, en collaboration, une nouvelle synthèse sur l'histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Outre sa thèse de doctorat qui doit paraître aux éditions Sagamie/Québec (automne 1988), Camil Girard a publié, au cours des dernières années, deux volumes et dix articles, dont sept avec comité de lecture. Il a prononcé neuf communications avec arbitrage. Sa participation active, depuis 1984, au Comité d'histoire régionale de la Société historique du Canada, dont il a assumé la présidence pour l'année 1986-1987, ainsi que la création d'un groupe de recherche sur l'histoire régionale (Groupe de recherche sur l'histoire, Saguenay-Lac-Saint-Jean, G.R.H. 1983) s'inscrivent aussi parmi ses contributions les plus significatives. Camil Girard est directeur de la collection Territoire des éditions Sagamie/Québec.

Jean-Michel Tremblay est diplômé en histoire de l'UQAC et en bibliothéconomie de l'Université de Montréal. Il a été assistant de recherche à l'IQRC (projet de synthèse sur l'histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean) de 1985 à 1987. Il est présentement à l'emploi du gouvernement canadien, service de la documentation de la Garde côtière, Québec.

Le Saguenay-Lac-Saint-Jean en 1850.
Rapport spécial de Jacques Crémazie.

Avant-propos

[Retour à la table des matières](#)

L'Institut québécois de recherche sur la Culture (IQRC) mène, depuis 1985, un projet de publication sur l'histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Les recherches sont sous la responsabilité de Fernand Harvey et la rédaction incombe à Camil Girard et à Normand Perron. En retournant aux sources de notre histoire régionale, plusieurs documents rares ont été consultés et méritent d'être publiés. Parmi eux, le rapport de Jacques Crémazie tranche par sa qualité exceptionnelle. Préparé à la demande du gouvernement du Canada-Uni, ce document, conservé sous forme manuscrite aux Archives nationales du Québec, est resté dans les murs d'archives jusqu'à aujourd'hui.

Le Groupe de recherche sur l'histoire (Saguenay-Lac-Saint-Jean), les Archives nationales ainsi que les Éditions Sagamie/Québec sont heureux de pouvoir contribuer à leur manière aux fêtes entourant le 150^e anniversaire de l'ouverture de la région à la colonisation blanche. Espérons que les historiens amateurs ou professionnels auront autant de plaisir à découvrir ce document que nous en avons eu. Les problèmes du développement des régions ne sont pas nouveaux. Crémazie interpellait déjà tous les intervenants intéressés à ce développement.

Le Saguenay-Lac-Saint-Jean en 1850.
Rapport spécial de Jacques Crémazie.

Présentation

*Par Camil Girard
Chicoutimi, 24 avril 1988*

[Retour à la table des matières](#)

Le Rapport spécial sur le Saguenay est intéressant à plus d'un titre. Il permet de mieux comprendre le contexte général dans lequel la région s'ouvre à la colonisation. Ce qui surprend a priori, c'est le délabrement des colons qui doivent survivre dans une nouvelle région de peuplement. Car le Saguenay en 1850, ce n'est rien d'autre qu'un TERRITOIRE neuf qu'il faut mettre en valeur. Laissée à elle-même, la population doit se défendre contre les entreprises de Price, les sociétés de colonisation et l'indifférence des hommes politiques. Les gouvernements semblent se contenter d'ouvrir le territoire à la colonisation, mais ils ne veulent pas y investir. Ainsi, les populations régionales

apprennent déjà en 1850, que pour espérer développer la région, il faut d'abord compter sur ses propres forces.

Un document rare, d'une qualité remarquable, qui montre les difficultés rencontrées par les premiers colons venus s'installer au Saguenay depuis 1838.

Pour Crémazie, il y a sept causes qui nuisent à la colonisation du Saguenay en 1850. Ce sont :

1. le désappointement qu'éprouvent les colons ;
2. la difficulté de prise de possession des terres ;
3. le manque de chemins ;
4. les servitudes rurales ;
5. la dépression du commerce des bois ;
6. les mauvaises cultures ;
7. la répugnance des habitants pour la tenue en franc-alleu.

Avocat de formation, Jacques Crémazie est un observateur perspicace. Nommé inspecteur des bureaux d'enregistrements pour les districts de Québec et de Gaspé, le 26 avril 1845, il découvre tous les problèmes qu'ont les colons à prendre possession des terres qu'ils occupent. Ardent défenseur du petit propriétaire, il souhaite ardemment que le gouvernement se donne une politique cohérente pour véritablement développer la région au lieu de l'exploiter.

Dans une première partie, le lecteur peut lire un article qui montre le contexte général qui entoure le peuplement de la région (Camil Girard, « L'ouverture du Saguenay à la colonisation »). Dans une deuxième partie, apparaît la transcription intégrale du rapport de Jacques Crémazie. Le volume se termine par une brève biographie sur l'auteur du rapport ainsi que par une bibliographie succincte sur l'histoire de la région.

Camil Girard
Chicoutimi, 24 avril 1988

Le Saguenay—Lac-Saint-Jean en 1850.
Rapport spécial de Jacques Crémazie.

L'ouverture du Saguenay à la colonisation

Pressions pour ouvrir le Saguenay à la colonisation

[Retour à la table des matières](#)

L'ouverture du Saguenay n'est pas un phénomène isolé. Une série de facteurs économiques, sociaux et culturels favorisent, dans les premières décennies du XIXe siècle, la colonisation de nouveaux territoires au Québec. Parmi les facteurs externes susceptibles d'encourager le développement de régions périphériques, soulignons que l'An-

gleterre doit se tourner vers ses colonies, au début du siècle, pour s'approvisionner en bois. Des guerres napoléoniennes, découle un blocus continental qui empêche le bois de la Baltique d'atteindre les chantiers de construction anglais. En élaborant une politique tarifaire pour contrebalancer les désavantages des coûts de transport du bois produit dans les colonies, l'Angleterre encourage l'entrée du bois canadien sur son territoire. Elle poursuivra sa politique même après la fin du blocus. C'est dans ce contexte que l'industrie du bois s'organise au Canada. Des marchands comme William Price, profitent de cette opportunité pour exploiter un *commerce principal* au Saguenay et dans le Bas-Saint-Laurent. Il contribue ainsi à l'ouverture de nouvelles régions de peuplement tout en renforçant l'économie bas-canadienne ¹.

Au plan intérieur, il faut relater les effets composés d'une situation générale qui encourage la mise en valeur de nouveaux espaces. À partir des années 1800, le Bas-Canada vit, semble-t-il, une crise dont les causes sont diverses et multiples. Pour certains, l'agriculture du Québec se replie alors dans des productions axées sur l'auto-consommation familiale et sur les marchés locaux délaissant ainsi les marchés impériaux. Cette orientation aboutit à la restauration d'une économie de suffisance qui reflète une mentalité canadienne-française tournée davantage vers des valeurs d'Ancien Régime alors que s'implante un capitalisme marchand sous la poussée d'une bourgeoisie britannique plus dynamique. ² Pour d'autres qui estiment que cette interprétation est trop *déterministe*, la question est de savoir si on idéalise le mode de vie du Canadien français, catholique, tourné vers le passé et valorisant la vie rurale, ou si on considère ces traits comme des facteurs de blocage qui contribuent à sa subordination. Ils proposent

¹ Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*. Montréal : Les Éditions Fides, 1971, pp. 188 ss.

² Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*, Montréal, Fides 1971, pp. 341, 571, 575. La thèse initiale, de Ouellet a été nuancée dans ses oeuvres subséquentes : voir *Le Bas-Canada, 1791-1894, Changements structuraux et crise*, Cahier d'Histoire de l'Université d'Ottawa, no 6, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 2e édition, 1980 ; voir la note critique de Pierre Tousignant, "Le Bas-Canada : une étape importante dans l'oeuvre de Fernand Ouellet", *Revue d'Histoire de l'Amérique française*, vol. 34, no 3, décembre 1980, pp. 415-436.

d'appréhender l'étude de l'habitant en le considérant *simplement comme un être rationnel, armé comme tous les autres agents économiques, d'une rationalité limitée (bounded rationality) et soumis, dans son processus de prise de décision, aux contraintes normales imposées par les coûts de décision et de transaction ainsi que par les circonstances du milieu ambiant.*³ Des recherches plus récentes ont permis de montrer la complexité des communautés rurales québécoises et la diversité des stratégies envisagées par celles-ci. Des facteurs étudiés isolément comme la croissance démographique, les coutumes entourant l'héritage, les techniques agricoles, voire les mentalités traditionnelles, ne peuvent expliquer à elles seules des comportements qui d'ailleurs diffèrent d'une communauté à l'autre. Pour déboucher sur la dynamique sociale, il faut chercher à saisir l'impact réel des élites locales dans la structuration des économies et des communautés rurales.⁴ Pour espérer comprendre le peuplement des régions du Québec au XIXe siècle, il faut concevoir qu'il s'agit d'un phénomène global complexe de mise en valeur de territoires périphériques. Par global, nous voulons dire qu'il implique autant les forces économiques que sociales ou politiques. Et de fait, la stratégie québécoise de colonisation de nouveaux territoires consiste à composer avec une multitude de facteurs. La capacité des marchés internationaux, l'action déterminante de grands marchands de bois, la faible immigration, le surpeuplement des seigneuries et la crainte constante de voir les Canadiens français émigrer vers les États-Unis, voilà les principaux facteurs qui permettent de lancer le mouvement de colonisation.⁵

³ Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, "Stratégie foncière de l'habitant : Québec (1790-1835)", *Revue d'Histoire de l'Amérique française*, (RHAF), vol. 39, no 4, printemps 1986, p. 555.

⁴ Allan Greer, *Peasant, Lord, and Merchant. Rural Society in three Quebec Parishes, 1740-1840*, Toronto, The University of Toronto Press, 1985, p. 230 ; pour une vue d'ensemble sur les tendances récentes de l'historiographie québécoise (histoire sociale, culture, études régionales, lectures politiques, lectures de l'urbain), Collectif, "Situation de la recherche, 1962-1984", *Recherches sociographiques*, vol. XXVI, no 1-2, 1985, 303 pages ; voir aussi Camil Girard, "Développement et régions périphériques au Québec", *Acadiensis*, vol. 16, no 1, Fall/automne 1986, pp. 165-173.

⁵ Gilles Paquet et W. R. Smith, "L'émigration des Canadiens français vers les États-Unis, 1790-1940 : problématique et coups de sonde", *L'Actualité économique*, vol. LIX, 1983, pp. 423-453 ; Albert Faucher, "Explication socio-

Les Troubles de 1837-1838 apparaissent finalement comme l'aboutissement d'une insécurité socio-économique qui perdure dans le Bas-Canada et qui connaît un dénouement dans la sphère politique avec l'Acte d'Union des deux Canadas qui entre en vigueur le 10 février 1841. Cette crise générale résulte d'un transfert du leadership politico-économique vers de nouvelles classes de marchands et d'entrepreneurs, dont plusieurs sont d'origine britannique, et du désir de plus en plus manifeste des Canadiens français d'occuper une place plus avantageuse dans cet espace où ils sont les plus nombreux, le Québec.

Ne pouvant compter sur l'immigration pour occuper les nouveaux territoires, le Québec développe en quelque sorte une stratégie du voisinage. Partant de régions plus peuplées et attenantes au Saguenay, les populations migrent surtout de Charlevoix. Cette population de vieille souche a l'avantage d'avoir une unité sociologique et culturelle qui permet une occupation dans des terres isolées et difficiles qui ressemblent au territoire de provenance. Dans ce contexte, les solidarités familiales et culturelles prendront une importance considérable pour donner au mouvement toute sa cohérence et sa dynamique : Enfin, sans une volonté politique claire des gouvernements qui gèrent la forêt publique et ouvrent l'accès à la propriété privée, les régions n'auraient pu s'ouvrir à la colonisation. Les actions de l'État auraient pu être plus vigoureuses, mais il faut reconnaître que les gouvernements agissent dans un contexte de laisser-faire typique au XIX^e siècle.

L'ouverture de nouvelles régions à la colonisation s'articule autour de l'action conjuguée de plusieurs intervenants. En temps de crise, les populations rurales sont plus disposées à quitter leur milieu pour venir en occuper un autre. Parallèlement, les hommes politiques favorisent par leurs législations les investisseurs et les industriels désireux de faire fructifier leur capital. S'ajoute à cela, une idéologie agriculturiste soutenue à grand renfort par les leaders cléricaux, membres influents auprès des élites locales, et qui donnent au mouvement de colonisation une force que les conditions économiques seules ne peuvent expliquer. Ce qu'il faut préciser ici, c'est que la colonisation du Québec

économique des migrations dans l'histoire du Québec", *Mémoires Société Royale du Canada*, 1975, pp. 91-107.

au XIXe siècle est un phénomène social qui a pour effet de déplacer des populations locales aux périphéries du territoire exploitable (sous ce rapport, l'Ontario empruntera bien davantage à l'immigration massive « Anglais, d'Écossais ou d'Irlandais sur son territoire.)

Considérée sous l'angle local, la colonisation du Saguenay s'effectue autour de contraintes qui en font une région périphérique dont le développement est toujours déterminé par des forces externes. Sous le Régime français, le territoire est colonisé du fait que juridiquement la Traite de Tadoussac est possédée par la France qui l'exploite via des locataires qui ont un droit presque exclusif sur tout le territoire affermé. Ce type de colonisation limite même le peuplement blanc qui est considéré comme nuisible à l'exploitation des stocks de fourrures. Sous le Régime anglais et jusqu'au moment où la Compagnie de la Baie d'Hudson renouvelle son bail d'exploitation de fourrures en 1842, le gouvernement ne modifie pas vraiment sa gestion de l'espace saguenayen. La compagnie garde son monopole de commerce des fourrures moyennant un coût annuel de location. Cependant, après 1842, le gouvernement se donne le pouvoir d'établir des colons qui deviendront propriétaires des terres qu'ils mettront en valeur.⁶ En définitive, l'État en vient à gérer l'espace autour de la mise en valeur qu'il en fait : espace à fourrure, espace forestier, espace agricole. Au Saguenay, il y a d'abord une colonisation pour l'exploitation des fourrures, puis, l'État permet la colonisation pour des fins agraires et commence simultanément à affermer les forêts locales. Il faut conséquemment placer la notion de colonisation en région périphérique, dans une perspective de peuplement et de mise en valeur des ressources naturelles. C'est ce type de développement qui s'appuie sur la production de matières premières destinées aux marchés externes qui marque la structuration de la socio-économie du Saguenay-Lac-Saint-Jean.⁷

⁶ Jean-Paul Simard, *Pressions pour ouvrir le Saguenay, 1829-1836*, Chicoutimi, Centre d'Études et de Recherches historiques du Saguenay, 1968, pp. 127 ss.

⁷ Pour une discussion sur la notion de colonisation, voir Normand Séguin, "L'histoire de l'agriculture et de la colonisation au Québec depuis 1850", in Normand Séguin, dir., *Agriculture et colonisation au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1980, p. 26 ss.

Dans la stratégie d'ouverture de territoires à la colonisation, l'État joue un rôle important. La Chambre d'Assemblée du Bas-Canada entreprend pendant les années 1820, une enquête pour déterminer les causes des problèmes sociaux et économiques qui affligent les populations rurales. Un vaste inventaire des territoires appartenant à la Couronne est fait à travers le Québec. Dans son premier rapport, le président du comité d'enquête, Andrew Stuart, souligne qu'il y a deux grands obstacles à l'établissement de colons dans les territoires éloignés. le manque de capital et de marché.⁸ Pourtant, à travers les témoignages recueillis, on s'attarde peu à ces problèmes. Les témoins font plutôt miroiter les beautés de ce pseudo-paradis que serait le Saguenay. On se croirait au temps de Cartier, ce qui montre bien la méconnaissance de ce territoire qui a été laissé pendant près de trois siècles à sa solitude. Ainsi les propos d'un député de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada, Jean-Baptiste Taché, ne laissent pas d'équivoque sur les objectifs poursuivis par les élus :

"Dans cet espace de *terrein*, (sic) il y a une étendue considérable de Terres propres à être cultivées, et particulièrement celles qui entourent le Lac St. Jean, qui a environ quarante lieues de circonférence, et où les Jésuites avoient autrefois un Établissement. J'ai eu occasion d'observer que le sol y est extrêmement riche et le climat aussi beau que celui de Québec. (...) Le susdit Domaine fournit une très grande quantité de beau Pin de différentes espèces, et particulièrement du Pin rouge, et je considère cette partie du Domaine de Sa Majesté être une des portions de l'Amérique du Nord la plus riche sous le rapport du Commerce du Bois et de l'Agriculture, si elle étoit mise en valeur."⁹

* * *

Seize ans plus tard, dans le deuxième rapport du Comité permanent sur les Terres et les Droits seigneuriaux, le président Augustin Norbert

⁸ Gouvernement (Bas-Canada), *Premier Rapport du Comité de la Chambre d'Assemblée sur cette partie de la Harangue de son Excellence le gouverneur en chef, qui a rapport à l'établissement des Terres de la Couronne ; avec les minutes des témoignages pris devant le Comité*, J. Neilson, 1821, p. 8.

⁹ Gouvernement (Bas-Canada), *Journaux de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada, 1820-1821*, vol. 30, appendice U ; voir Jean-Paul Simard, *Incursions documentaires dans le Domaine du Roi, 1780-1830*, Chicoutimi, Centre d'Études et de Recherches historiques du Saguenay, 1968, pp. 11 ; 20 et 71.

Morin réaffirme que les témoins consultés font valoir *les excellentes qualités du sol* de la plus grande partie du territoire désigné comme le Saguenay. Il conclut : *Les besoins pressants de la population agricole de cette partie de la Province, ont fait désirer à Votre Comité qu'il fut possible de livrer une partie de ces terres à l'agriculture, même avant l'expiration du Bail, soit par suite d'un accord volontaire avec la Compagnie de la Baie d'Hudson, soit au moyen d'une diminution du prix du bail, ou autre ...*).¹⁰ Il faudra attendre le renouvellement du bail de 1842 pour que le gouvernement se donne le privilège d'affermir les forêts et « ouvrir des terres à l'agriculture avec la possibilité pour le colon, d'acquérir un droit de propriété.

Les premiers efforts de colonisation

[Retour à la table des matières](#)

Sans doute à cause des pressions causées par les Troubles de 1837-1838, le gouvernement du Bas-Canada encourage le départ, dès le printemps 1838, d'un groupe de colons vers le Saguenay. Dirigée par Alexis Tremblay et Thomas Simard, la Société des Vingt-et-un part de La Malbaie dès l'ouverture de la navigation et vient s'installer à l'Anse-Saint-Jean puis à la Grande-Baie. Cette Société veut se livrer à l'exploitation de la forêt et au commerce du bois alors que la culture de la terre est strictement défendue par la compagnie de la Baie d'Hudson qui règne encore en maître en ce pays.¹¹ Les recherches les plus récentes confirment que les leaders du groupe ne sont finalement que les agents inavoués de William Price, grand marchand de bois de Québec, qui achète toute la production des sociétaires. Pour faire fructifier son capital, Price crée sa propre entreprise *William Price and Company* et s'associe à la bourgeoisie d'affaires, Peter McGill à Montréal, Nathaniel Gould et James Dowie à Londres. Dès le départ, ce marchand et industriel investit dans l'entreprise saguenayenne la

¹⁰ Jean-Paul Simard, *Pressions...* p. 103.

¹¹ L.-A. Martel, *Notes sur le Saguenay*, (écrites entre 1858 et 1865), manuscrit publié, Séminaire de Chicoutimi, Centre d'Études et de Recherches historiques du Saguenay, 1968, p. 5.

somme de 11 061 \$ alors que les Vingt-et-un n'y contribuent que pour 2 568 \$. En 1842, Price confirme son monopole sur l'exploitation du bois au Saguenay. Il profite du désarroi dans lequel les Vingt-et-un se retrouvent, eux qui perdent pendant deux années consécutives tout le bois coupé durant l'hiver, et achète tous les établissements du Saguenay. Dans les faits, comme l'affirme l'historienne Louise Dechêne, Price a su utiliser la société de colonisation pour s'infiltrer au Saguenay et opérer son commerce de bois.

* * *

"En moins de quatre ans, les colons construisent et équiperont neuf scieries... Eussent-ils voulu entreprendre eux-même l'exploitation forestière du Saguenay, il nous semble que les établissements auraient été moins nombreux et les avances de Price plus proportionnées à la faible mise de fonds des associés. À lui seul, l'éparpillement du capital et du travail semble indiquer que toute cette entreprise a été, non seulement encouragée, mais créée par Price pour lui permettre de s'installer sur les terres de la Couronne. Le gouvernement et la compagnie de la Baie d'Hudson céderont devant un fait de peuplement, mais auraient-ils aussi facilement laissé un marchand monopoliser une si vaste région ?)." ¹²

* * *

Au nom de la colonisation et du bien public se profilait dans les faits une lutte entre les marchands de fourrures et les marchands de bois. Les premières années d'exploitation confirment la richesse de cette forêt vierge. Dès 1843, la région produit 103 000 billots de pins blancs et 18 500 d'épinettes. 78% de ce total appartient à Price. ¹³ Ce sont les marchés d'Angleterre qui absorbent la production de Price. Mais ce démarrage trop soudain n'a pas que des avantages. La population laborieuse et pourtant habituée au dur travail de la coupe en forêt

¹² Louise Dechêne, "Les entreprises de William Price (1810-1850) Scieries et chantiers", *Saguenayensia*, juillet-août 1970, p. 83 ; Jean-Paul Simard, "Survivance de l'histoire économique du Saguenay-Lac-Saint-Jean", in Adam Lapointe et al, *Économie régionale du Saguenay—Lac-Saint-Jean*, Chicoutimi, Gaëtan Morin Éditeur, 1981, pp. 23, 26 ss ; voir aussi Victor Tremblay, *Histoire du Saguenay, depuis les origines jusqu'à 1870*, Chicoutimi, Éditions La Librairie régionale, 1984, pp. 246-247.

¹³ *Ibid.*, Simard, p. 24.

laurentienne se retrouve rapidement dans le désarroi dès qu'il advient un ralentissement de l'économie comme c'est le cas à la fin des années 1840. Se tourner vers l'agriculture apparaît alors comme une solution normale pour renforcer une économie défaillante.

Dès la première crise dans le secteur du bois, le Saguenay paraît ne plus être l'éden qu'on croyait. Dans un rapport que fait préparer le gouvernement, Jacques Crémazie, un observateur d'une rare perspicacité, décrit les causes qui expliquent, selon lui, l'arrêt subit du peuplement du Saguenay.¹⁴ La première vient du désappointement des colons. Le territoire leur a été présenté comme un paradis terrestre pour l'agriculture ce qui crée beaucoup de désenchantement parmi les nouveaux venus. Les bonnes terres sont rares et le sol est accidenté. Le climat y est rigoureux et il arrive qu'une gelée hâtive détruise l'effort du plus vaillant agriculteur. Si la production est bonne les premières années, l'épuisement du sol vient rapidement. Les agriculteurs manquent d'instruction et voient d'un mauvais oeil toute innovation, qu'il s'agisse d'essoucheuses ou de l'utilisation de chaux ou d'engrais. L'agriculture pratiquée en est une de routine. Il répugne au colon de tenir sa terre en *franc alleu roturier* alors qu'il est habitué au système seigneurial en vigueur dans sa région d'origine.¹⁵

L'acquisition d'une propriété n'est pas une mince affaire pour les nouveaux arrivants. Le colon risque à tout moment d'être dépossédé de sa terre. Après l'avoir achetée du gouvernement, il s'y établit et

¹⁴ Jacques Crémazie, *Rapport spécial sur le Saguenay, 1850*, Archives nationales du Québec, Québec, 54 pages ; voir aussi François Pilote, dont le volume s'inspire du précédent rapport inédit, *Le Saguenay en 1851*, Québec, Ed. Côté, 1852 ; L.-A. Martel, *Notes sur le Saguenay*, (écrites entre 1858 et 1865), manuscrit publié, Séminaire de Chicoutimi, Centre d'Études et de Recherches historiques du Saguenay, 1968. Parmi les études, voir l'excellent Raoul Blanchard, *L'Est du Canada français*, tome 2e "Le Saguenay et le Lac Saint-Jean", Montréal, Beauchemin, 1935 ; sur la démographie historique, Gérard Bouchard, "Le peuplement blanc", in Christian Pouyez, Yolande Lavoie *et al.*, *Les Saguenayens*, Québec, Presses de l'Université du Québec, pp. 125-180.

¹⁵ Système anglais divisant les terres en cantons (townships) et que le gouvernement concède en lots pour la colonisation par la suite. (Cf. : Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*, Tomes I et II, Montréal, Ed. Fides, p. 625).

commence les défrichements. Il n'a pas aussitôt terminé d'aménager, que des gens malhonnêtes prétendent avoir occupé la même terre trois ou quatre ans auparavant et y avoir fait les premiers abattis. La loi du plus fort prévaut en ces premières années de colonisation.

Crémazie souligne que les sociétés de colonisation et les compagnies possèdent les meilleures terres et n'en font profiter que leurs sociétaires. Le colon solitaire n'a que peu de chance de réussir dans un tel contexte. Et sans organisation sociale, sans système judiciaire, municipal ou financier, comment développer le territoire, se demande l'auteur du rapport ? Il n'y a pas d'écoles sous le contrôle de la loi de l'éducation. Les colons ne sont pas qualifiés pour élire des commissaires, et même s'ils l'étaient, poursuit Crémazie, comment pourraient-ils payer leurs taxes quand ils n'ont pas d'argent ? Si l'exploitation de la forêt a permis d'ouvrir la région à la colonisation, il est urgent de diversifier les activités pour renforcer l'économie et assurer un peuplement permanent, estime l'enquêteur du gouvernement. ¹⁶

À l'instar de Stuart, trente ans plus tôt, Crémazie souligne le manque de marchés et de débouchés pour les produits locaux. L'éloignement et la piètre qualité des routes ne font qu'ajouter à la situation. L'économie locale manque aussi de monnaie pour fonctionner. Le troc se pratique encore. Quant à Price, il paie ses employés avec son propre argent qu'on identifie aux pitons. Cet argent n'est accepté que dans les magasins de la compagnie. Un tel système favorise l'endettement des colons. Dans cette phase initiale de peuplement, l'enquêteur précise que les agriculteurs ne parviennent même pas à nourrir la population locale. Il faut importer lard et farine qui sont des produits de base pour l'époque. Bilan, après plus de douze années d'occupation, seulement 6 027 personnes occupent le Saguenay et 960 dépendent de la forêt pour survivre. ¹⁷ En conclusion, l'auteur du rapport affirme que l'économie du Saguenay repose sur le bois tandis que l'agriculture en est à ses premiers balbutiements. Les gouvernements n'investissent pas suffisamment et Crémazie souhaite que ceux-ci amorcent des travaux publics pour donner une nouvelle impulsion à la colonisation de

¹⁶ *Ibid.*, Crémazie, p. 18.

¹⁷ *Ibid.*, Christian Pouyez, Yolande Lavoie *et al.*, *Les Saguenayens*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1983, p. 236.

la région. En bâtissant des routes, les colons se procureraient emploi et argent. Parmi les autres recommandations, Crémazie préconise que le prix des terres soit gardé très bas et il souhaite l'établissement d'autorités civiles et judiciaires.

Pour donner suite au rapport, le gouvernement met l'accent sur la création d'institutions afin d'assurer un meilleur encadrement des masses. En matière d'intervention économique, les élus pratiquent plutôt une politique de laisser-faire investissant au compte-goutte dans la construction de chemins.

Chose certaine, l'ouverture du Saguenay s'inscrit dans un mouvement global où le marché international a besoin de bois alors que la population du Québec cherche à occuper de nouveaux espaces. Il n'est pas exagéré de parler d'un mouvement qui, sur le terrain, laisse une grande place à l'improvisation même si la volonté générale des capitalistes et des hommes politiques est louable. Le gouvernement mène des études mais demeure incapable de planifier une action efficace sur le territoire même, laissant aux entrepreneurs forestiers ou aux sociétés de colonisation le soin d'encadrer la vie sociale et économique. Si certains travaux sont entrepris pour ouvrir des voies d'accès à la région, chemin menant de La Malbaie à Saint-Alexis et entre Baie Saint-Paul/Saint-Urbain et Grande-Baie, ainsi que les routes intérieures reliant Chicoutimi au lac Saint-Jean, les efforts consentis sont bien insuffisants et les colons continueront de manifester leur mécontentement devant la lenteur et l'inefficacité générales des interventions gouvernementales. ¹⁸

Les nouveaux occupants découvrent une terre nouvelle qu'il faut mettre en valeur. Assurer le développement de ce nouveau territoire semi-nordique, couvert de forêts conifériennes et traversé de cours d'eaux, deviendra une des préoccupations majeures des générations qui suivront.

Camil Girard
Chicoutimi, 3 janvier 1988

¹⁸ Ibid., Martel, pp. 13, 37, 87 ss ; François Pilote, *Le Saguenay en 1851*, Québec, Éditions Côté, 1982, pp. 99 à 107.

Rapport spécial sur le Saguenay

par Jacques Crémazie

[Retour à la table des matières](#)

Transcription intégrale avec annotations
Jean-Michel Tremblay et Camil Girard

À l'Honorable James Leslie, Secrétaire Provincial

Monsieur,

[Retour à la table des matières](#)

Chargé par son Excellence le Gouverneur Général, de m'enquérir des griefs contenus dans les pétitions adressées à Son Excellence par un certain nombre de colons du Saguenay, j'ai cru qu'il était de mon devoir de m'occuper d'autres objets, qui n'ayant aucune liaison avec les plaintes portées par les signataires de ces requêtes, sont cependant de nature à intéresser vivement l'administration provinciale, et propres à lui donner sur les nouveaux établissements formés dans cette partie du pays, des informations qui pourront peut-être lui être de quelque utilité. C'est dans cette vue que j'ai cru devoir préparer le rapport spécial que j'ai l'honneur de vous transmettre avec la présente, dans la conviction qu'en ce faisant, j'ai consulté également et les vues du ministère et les intérêts des *habitans* ¹⁹ de l'intérieur du Saguenay.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,
Avec les sentiments de la plus haute considération,

Votre obéissant serviteur.

Commissaire

L'Hon^{ble} James Leslie,
Secrétaire Provincial,
Toronto.

¹⁹ Orthographe d'ancien français. (Cf. : *Glossaire du Parler français au Canada*, préparé par la Société du parler français au Canada, Québec, L'Action Sociale (limitée), 1930, p. 389). Il en est de même pour *tems*, *pressans*, *longtems*, *comfort*, *terrein*, etc, qui apparaissent dans les pages suivantes. Nous avons tenu, tout au long du texte, à respecter l'orthographe originale du document manuscrit.

Rapport sur le Saguenay

[Retour à la table des matières](#)

La colonisation du Saguenay a fait en peu d'années des progrès considérables, qui cependant subissent un tems d'arrêt depuis un ou deux ans. Beaucoup de colons ont quitté les terres qu'ils ont commencé à défricher, pour reprendre celles qu'ils occupaient dans les paroisses voisines, ou pour aller s'établir dans quelques localités situées sur la rive nord du St Laurent, tel que les Bergeronnes, le Moulin à Baude, les Escoumins et la rivière Belzemis.

Les causes de ce tems d'arrêt dans l'établissement du Saguenay sont nombreuses, je me bornerai à indiquer ici les plus importantes. La première est le désappointement éprouvé par les colons relativement aux avantages réels du Saguenay ; avantages qui ont été tellement exagérés, que les colons regardaient le nouveau territoire comme une espèce de paradis terrestre. Quelque tems de séjour dans ce nouvel Eden a suffi pour démontrer aux nouveaux arrivés, que le Saguenay, tout en possédant les désavantages qu'offre la rive Nord du St Laurent, sous le rapport du climat et de la température, était entièrement dépourvu de tous les moyens de prospérité que présentent les anciens établissements. Point de marché où porter les denrées, point de chemins, point de tribunaux, point d'autorité d'aucune espèce, le droit du plus fort dans toute son étendue. Tel était et est encore le spectacle qu'offre le Saguenay, spectacle qui, il faut l'avouer, n'est guères (sic) propre à rassurer, à encourager le colon paisible et industriel.

La seconde cause est la difficulté, je dirais presque l'impossibilité de s'établir sur une terre sans être en butte aux réclamations de gens avides et malhonnêtes, et l'absence de tout tribunal ou autorité locale pour terminer ces réclamations qui ne peuvent être décidées que par les tribunaux supérieurs siégeant en la cité de Québec.

La troisième cause est l'absence totale de chemins, non seulement pour communiquer avec les paroisses voisines, mais encore avec les townships ²⁰ environnants, même entre voisins, et l'éloignement des nouveaux établissements des anciens.

La quatrième cause est l'impossibilité pour le colon d'obtenir d'un voisin paresseux, négligent ou querelleur, les servitudes les plus indispensables à l'agriculture, tel (sic) que les fossés, les clôtures, le découvert.

La cinquième cause est la dépression du commerce des bois, et conséquemment la diminution dans le nombre des travailleurs employés dans les chantiers à bois.

La sixième cause est la mauvaise culture, conséquence nécessaire de la routine et des préjugés des colons.

La septième est la répugnance qu'ont les colons et en général les cultivateurs à tenir leurs terres en franc-allevé roturier (free and common soccage) ²¹ au lieu de les tenir sous le système seigneurial ²². Telles sont les principales causes qui ont paralysé l'essor de la colonisation du Saguenay, et qui pourront peut-être l'anéantir complètement.

²⁰ Division territoriale qui correspond à peu près au canton. (Cf. : *Glossaire du parler français au Canada*, op. cit., p. 673).

²¹ Système anglais divisant les terres en cantons (townships) et que le gouvernement concède en lots pour la colonisation par la suite. (Cf. : Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec*, 1760-1850, Tomes I et II, Montréal, Éditions Fides, p. 625).

²² Dans le système seigneurial, le seigneur, tout en se réservant une étroite bande de terre pour son usage personnel, a l'obligation d'octroyer des lopins de terre à qui le demande (contrairement au "franc et commun soccage" où les terres sont concédées par le gouvernement). Il est soumis, tout comme ses censitaires (les colons à qui il a octroyé les lopins de terre), aux corvées décrétées par les autorités et doit payer à l'État une taxe de 20% (droit de quint). Quant aux censitaires, ils paient au seigneur un impôt annuel, le cens, et peuvent être tenus de lui fournir trois ou quatre jours de travail gratuit par année. (Cf. : Jacques Lacoursière, J. Provencher et Denis Vaugeois, *Canada-Québec, Synthèse historique*, Éditions du Renouveau Pédagogique Inc., Montréal, 1970, pp. 81-82).

Je vais maintenant examiner chacune de ces causes.

I. Désappointement éprouvé par les colons

[Retour à la table des matières](#)

Les rapports sur le Saguenay ont tellement exagéré les avantages que ce territoire offrait, sous tous les rapports, à l'agriculture et à l'établissement d'une nombreuse population, qu'il n'est pas étonnant que rendus sur les lieux que leur imagination leur peignait sous les couleurs les plus favorables et les plus riantes, les colons aient subitement passé de l'excitation fiévreuse que leur avait (sic) donnée les relations

merveilleuses du Saguenay, au découragement le plus profond. En effet, le Saguenay est bien loin d'être ce qu'on s'est plu à le représenter. Si l'on excepte cette partie du territoire, depuis la Grande Baie et Chicoutimi jusqu'au lac St Jean, le reste n'offre qu'une lisière très resserrée par les montagnes qui soit favorable à l'agriculture.

L'arpentage et la division des townships a commencé par les localités les plus voisines de la rivière Saguenay. Ces townships offrent à la vérité des terres propres à l'agriculture, mais coupées et accidentées, et par cela même difficiles à cultiver, tant par la nature du sol que par la difficulté d'y établir des communications. La partie la plus favorable à l'agriculture qui s'étend jusqu'au lac St Jean, à l'exception des townships Chicoutimi et Laterrière, au lieu d'être ouverte aux colons isolés, a été donnée l'an passé à des compagnies ou associations ²³ qui, au moyen de capitaux et des avantages qu'offrent les sociétés de cette nature, se trouvent en état de pouvoir exploiter, avec profit pour les associés, les belles terres de cette partie du Saguenay, tandis que les autres colons abandonnés à leurs propres ressources, ont dû naturellement s'établir dans les townships moins favorisés, divisés en lots ²⁴ par le gouvernement ; leur pauvreté ne leur permettant pas de s'éloigner des chantiers où ils trouvent le seul moyen de se procurer les besoins nécessaires à eux et à leurs familles. Les trois ou quatre premières années, la terre dans toute sa vigueur a produit, terme moyen, une moisson ordinaire, mais ensuite épuisée et n'étant pas stimulée par les engrais nécessaires, elle n'a donné au colon qu'une pauvre récolte insuffisante pour les besoins les plus *pressans* de la vie. La gelée est venue, et encore dans le mois d'Août dernier une grande partie des grains a été considérablement endommagée par ce fléau du cultivateur. Des lettres que j'ai reçues du Saguenay depuis mon retour, m'annoncent la triste nouvelle que la récolte a été presque entièrement détruite par la gelée, et que les colons préparent une requête à l'Exécutif

²³ On fait référence aux regroupements en "sociétés de colonisation". Ces organisations coopératives permettaient aux colons qui y participaient d'obtenir le financement et l'assistance matérielle qu'ils avaient besoin pour avoir accès à la propriété d'une terre. (Cf. : Normand Séguin, *La conquête du sol au 19e siècle*, Éditions du Boréal Express, Québec, 1977, p. 78).

²⁴ Chacune des terres dont se compose un rang, spécialement dans les cantons. Lot de colonisation=terre du domaine de l'État destinée à la culture. (Cf. : *Glossaire du parler français au Canada*, op. cit., p. 428).

pour en obtenir des secours. Pour vivre, il a fallu s'endetter, et les malheureux colons que la misère avait chassés de leurs paroisses natales, découragés, démoralisés, privés de tous les avantages dont jouissent les sociétés civilisées, de tout le confort ²⁵ qu'éprouvent nos *habitants* des campagnes, ont abandonné leurs travaux sur ces terres ingrates, les uns pour retourner dans leurs paroisses, les autres Pour former de nouveaux établissements sur la rive nord du St Laurent. Le nombre de ces colons, dont il m'a été impossible d'obtenir le chiffre est, m'a-t-on dit, assez considérable, eu égard à la population du Saguenay, qui compte près de 12,000 âmes.

Ce découragement n'est pas surprenant. Comment en effet, un colon abandonné à lui-même, au milieu des bois, sans chemin, vexé, obsédé, tourmenté sans cesse par un voisin querelleur, incommode, chaque jour exposé à se voir déposséder, par des réclamations malhonnêtes, du lot de terre qu'il a arrosé de ses sueurs, privé de la protection des *loix* (sic), et régi par le droit du plus fort, incapable d'obtenir les servitudes rurales les plus indispensables si son voisin les lui refuse, souffrant avec cela les privations de toute espèce et souvent même la plus affreuse misère, aurait-il pu se condamner à supporter plus *long-tems* une vie aussi pleine de labeur et de souffrances physiques et morales ? Un grand nombre d'entre eux ont trouvé, il est vrai, des moyens de subsistance dans les chantiers à bois, mais ces chantiers ne peuvent employer qu'un nombre limité de travailleurs, environ neuf cent soixante personnes, qui vivent auprès, et dont un grand nombre ne possèdent pas de terres. C'est de cette manière que se sont formés les grands villages de la Grande Baie et de Bagotville, habités par des travailleurs. Que Messieurs Price et Compie arrêtent ou suspendent temporairement l'exploitation des bois, tous ces travailleurs seront plongés dans la plus profonde misère par suite de la cessation d'une industrie qui, non seulement leur procure aujourd'hui le nécessaire, mais encore leur permettrait de faire des épargnes, s'ils étaient plus économes et plus prévoyants.

²⁵ Comfort, 1815. (Cf. : *Le Petit Robert I*, op. cit., p. 364).

II. Difficulté de la possession des terres.

[Retour à la table des matières](#)

Rien n'est plus difficile que de posséder une terre au Saguenay. Un colon achète du gouvernement une terre que l'agent lui vend. Il paie cette terre et va s'établir dessus. À peine a-t-il commencé à y faire les premiers travaux, que des réclamations lui arrivent de tous côtés. Une personne réclame cette terre pour y avoir passé trois ou quatre ans auparavant, et avoir formé le dessein de la prendre pour lui ; une autre prétendra y avoir fait les premiers abattis ²⁶, c'est-à-dire, avoir coupé quelques arbres, et avoir mis certaines marques ou son nom sur des arbres ou des piquets ; une troisième dira qu'elle a acheté cette même terre d'une tierce personne qui lui a vendu ses droits ; une quatrième prenant le rôle du lion s'emparera de cette terre, parce qu'elle lui convient, et que l'acquéreur n'a ni la force ni les moyens nécessaires pour repousser comme elle le mérite cette infraction au droit de propriété.

On demandera, mais que fait donc l'agent ? Ce qu'il fait ? Rien. Et que veut-on qu'il fasse ? La loi qui règle l'administration des terres de la Couronne, le laisse sans pouvoir comme sans moyens de protéger et les colons et les propriétés de la Couronne livrées au pillage et à la force brutale. Il a vendu cette terre parce que la Couronne n'en avait pas encore disposée (sic), et que tous les réclamants se sont toujours donné de garde de faire part à l'agent de leurs prétendus droits sur la terre en question. Que peut-il faire ? Ira-t-il lui-même mettre l'acquéreur en possession ? Mais comment ? Aura-t-il recours aux tribunaux ? Mais comment et où s'adressera-t-il ? Aura-t-il recours à la force ? Mais qui justifierait ce recours à la violence ? En attendant que fera le pauvre colon dépossédé et privé du capital employé à l'acquisition d'une terre dont il ne peut jouir ? Ce cas s'est rencontré assez fré-

²⁶ Terrain (entièrement ou partiellement) déboisé qui n'est pas encore essouché. (Cf. : *Le Petit Robert I*, op. cit., p. 3).

quemment ; mais ce qui est d'une occurrence journalière c'est de voir trois ou quatre individus se disputer le droit de premier défricheur sur un même lot. Un homme se place sur un lot, il fait enregistrer son nom chez l'agent, ainsi que le numéro du lot qu'il a pris. Il travaille sur ce lot, il le défriche, il s'y bâtit. Dans le même terroir, ou *longtemps* après, deux ou trois individus commencent en sens opposés des défrichements à chacune des extrémités de ce lot, sans se présenter chez l'agent, pour lui demander si ce lot est libre. Le lot leur convient, et cette raison leur suffit. Bientôt ils parviennent aux *defréchissements* (n.t. : défrichements) faits par le colon qui a obtenu de l'agent la permission de se fixer sur ce lot, ils s'en emparent, y sèment malgré ses dépenses, et agissent comme s'ils étaient les seuls et légitimes propriétaires. Le colon va se plaindre à l'agent qui ne peut rien faire. Découragé, le colon vend à vil prix à un de ses persécuteurs, (et souvent à tous, car presque toujours deux ou trois individus se réunissent pour en déposséder un autre dont ils se partagent ensuite la dépouille,) les travaux et les améliorations par lui faites, incapable qu'il est de supporter les frais qu'entraînerait une action portée devant le tribunal compétent à Québec, et abandonne le Saguenay pour toujours.

III. Manque de chemins

[Retour à la table des matières](#)

Excepté une étendue peu considérable, il n'y a pas au Saguenay de chemins par lesquels on puisse passer en voiture, à peine peut-on y passer à pied. Point de communications, ni entre voisins, ni d'un township à l'autre, excepté en canot ou en chaloupe, dans les localités qui avoisinent la rivière du Saguenay. On n'y trouve ni autorités municipales, ni officiers de voirie, parce que les lois qui créent ou autorisent l'élection des conseils municipaux et des officiers des chemins ne peuvent être exécutées au Saguenay, vu l'absence de propriétaires pour les nommer.

IV. Servitudes rurales

Impossible d'obtenir d'un voisin incommode, paresseux ou malveillant, un fossé, une clôture, un découvert. La loi qui pourvoit à la prestation de ces servitudes indispensables à l'agriculture, ne peut être invoquée par suite de l'absence de toute autorité civile, et de l'éloignement des tribunaux qui peuvent connaître des différends (sic) au sujet de la prestation des servitudes rurales.

V. Dépression du commerce des bois

Depuis deux ou trois ans, l'exploitation du bois par la maison Price et Compie a été considérablement limitée par suite de la dépression de cette branche d'industrie sur les marchés anglais. Cette dépression a eu pour effet naturel de faire renvoyer des chantiers un grand nombre de travailleurs que le commerce des bois y avait attirés, et d'empêcher un grand nombre d'autres d'aller se fixer au Saguenay.

VI. Mauvaise culture

[Retour à la table des matières](#)

Une des causes du découragement des colons, est le peu de fertilité des terres du Saguenay en général. Les *habitans* du Saguenay ont apporté avec eux, dans cette contrée nouvelle, leur vieux système de culture. Les premières semences jetées dans une terre vierge, ont récompensé les travaux du cultivateur, mais bientôt épuisée, et privée des engrais qui lui auraient donné une force nouvelle, la terre n'a produit que peu ou point de fruits, et le colon au lieu d'attribuer la stérilité de ses champs à sa mauvaise culture, a accusé la terre de son manque de succès, et a abandonné bientôt le champ qui lui avait coûté tant de travaux et de sueurs.

VII. Répugnance des *habitans* pour la tenue en franc-alleu

En venant se fixer au Saguenay, les colons ont cru que le Gouvernement leur donnerait gratuitement les terres sur lesquelles ils se sont établis. Mais aussitôt qu'ils ont connu qu'il faudrait payer ces terres, un prix bien modique cependant, un grand nombre a préféré retourner dans les paroisses régies par le droit seigneurial, et le plus grand nombre de ceux qui sont restés au Saguenay, sont fermement persuadés que le Gouvernement n'exigera jamais le paiement des terres qu'ils possèdent.

Qu'il me soit permis maintenant de suggérer quelques remèdes aux maux que je viens de signaler.

Il est certain que sans l'exploitation des bois, le Saguenay ne se serait jamais établi. Mais cette exploitation, quelque bienfaisante que soit son action, n'est pas assez puissante pour procurer à tous les colons les secours dont ils ont besoin. Le nombre des travailleurs qu'elle

emploi est limité, donc il reste un très grand nombre de colons abandonnés à leurs seuls moyens, c'est-à-dire, à la misère, aux privations de tout genre, et réduits à une incapacité physique de pouvoir défricher avec avantage les terres sur lesquelles ils sont établis. Que le commerce des bois manque, il faudra ajouter à ces malheureux, le nombre des travailleurs employés dans les chantiers à bois. Le colon du Saguenay est dans une situation exceptionnelle. À une distance considérable de tous les marchés, il ne trouve dans le territoire qu'il habite aucun moyen de se procurer, par la vente de ses modiques produits s'il en a, l'argent dont il a besoin. Ainsi, il ne trouve à vendre, ni ses grains, ni le bois de ses terres, dont il ne peut disposer qu'en les échangeant contre des effets parfois peu utiles, et toujours évalués à un prix très haut. Le seul commerce qui s'y fasse est celui de l'exploitation des bois de la Couronne, mais ce commerce quelque avantageux qu'il soit à ceux qui y sont employés, n'offre aucun avantage au reste des colons. Les employés des chantiers reçoivent en échange de leur travail des marchandises et des provisions. Les propriétaires de ces chantiers avancent bien libéralement à tous les colons ce dont ils ont besoin ; mais ce qu'ils achètent, ils le prennent à crédit, ils s'endettent, et comment trouveront-ils le moyen de payer ? Aujourd'hui la plus grande partie des *habitans* du Saguenay sont endettés chez les marchands au montant de la valeur de leurs terres qui, quoiqu'elles soient la propriété de la Couronne, sont cependant hypothéquées en faveur des créanciers des colons. Sans les magasins de Messieurs Price et Compie, la plus grande partie de la population du Saguenay mourrait de faim. Pendant la saison terminée le dix Novembre dernier, ces messieurs ont envoyé au Saguenay, 1 553 quarts ²⁷ de lard (Mess), 4 420 quarts de farine, et des marchandises et effets de toute espèce dont la valeur est, d'après les chiffres que cette maison m'a fournis, de L 25,514.0.0 courant ²⁸. Si donc, après quatorze années d'existence, et lorsqu'une grande partie de la terre a été livrée à la culture, les besoins

²⁷ Un quart équivaut à un baril. Ex. : Un quart de farine, de sirop, de bière, de lard, etc. (Cf. : *Le parler populaire des canadiens français*, par N.-E., Dionne, M.D., LL.D., Québec, Laflamme et Proulx, Imprimeurs, 1909, p. 536).

²⁸ Ancienne monnaie de compte, représentant à l'origine un poids d'une livre d'argent, et moins de cinq grammes à l'établissement du système métrique. Unité monétaire anglaise (livre sterling). (Cf. : *Le Petit Robert I*, op. cit., p. 1, 104).

du Saguenay exigent, pour une population d'environ douze mille âmes, une importation aussi considérable, il est facile de se convaincre que les produits de l'agriculture sont insuffisants pour subvenir aux premiers besoins des colons, et que sous un tel ordre de choses les nouveaux établissements, bien loin de progresser, ne peuvent que diminuer et finir par la ruine complète des *habitans*.

1. Il faut donc trouver un remède à ce mal, mais quel est ce remède ? C'est là le point difficile. Je me garderai de donner une opinion à ce sujet. Le Gouvernement ne pourrait-il pas, aussitôt que l'état financier de la province le permettra, ordonner la confection des chemins nécessaires au progrès de la colonisation et à l'avantage des colons. Faire faire, par exemple, le chemin nécessaire pour joindre le Saguenay aux paroisses avoisinantes et au reste du Canada, et le chemin tracé sur les plans du Saguenay, depuis Bagotville jusqu'au lac St Jean. Ces chemins sont indispensables et ne peuvent être faits que par la province ? Les travaux qu'ils nécessiteraient, donneraient de l'emploi aux colons et seraient pour eux un moyen de faire de l'argent.

Un autre moyen serait de continuer le prix des terres à un *chelin* ²⁹ l'acre, et de prolonger pour une période limitée, disons sept années à compter du jour de l'achat, le terme du paiement. On pourrait, peut-être aussi, avec avantage, vendre ces terres à rente foncière, rachetable par moitié ou par tiers, à la volonté de l'acquéreur. Dans la position actuelle de la généralité des colons, il leur a été impossible de pouvoir payer le prix de leurs terres dans le délai prescrit par l'ordre du bureau des terres de la Couronne, en date du deux Mars, 1849, qui fixait pour tout délai le premier de Janvier, 1850. Si donc les colons n'ont pu payer leurs terres, au taux si modique d'un *chelin* par acre, combien leur sera-t-il plus difficile de les payer, maintenant que ce taux est fixé à deux *chelins*.

Dans mon humble opinion, je crois que l'adoption de l'un ou de l'autre des deux derniers moyens, jointe aux travaux publics dont je viens de parler, contribuerait puissamment à donner une nouvelle impulsion à la colonisation du territoire du Saguenay.

²⁹ Monnaie de compte équivalant à vingt sous. (Cf. : *Glossaire du parler français au Canada*, op. cit., p. 196).

Il faut encore ajouter à ces moyens, l'établissement d'autorités civiles et judiciaires qui donnent aux colons un accès facile aux tribunaux, sans qu'ils aient besoin d'aller chercher la justice à grands frais et à une distance considérable.

Depuis mon voyage au Saguenay, on a mis en vigueur le Statut 12 Victoria, chapitre 38. Ce statut établit dans ce territoire une Cour de Circuit avec un juge résident, dont la juridiction s'étendra à toutes les causes personnelles, réelles et mixtes, dans lesquelles la somme en litige n'excédera pas cinquante livres courant.

L'établissement de cette Cour, ne sera dans la pratique que peu d'utilité. Il existe déjà au Saguenay, dans le village de la Grande Baie, une Cour de Commissaires, ayant juridiction jusqu'à six livres cinq *chelins*. Je remarquerai en passant que l'acte qui autorise les Cours de Commissaires, requiert impérieusement qu'elles soient demandées par au moins cent propriétaires. Or dans tout le Saguenay, et très certainement dans le township Bagot dans lequel se trouve cette Cour, on ne pourrait trouver le nombre de propriétaires requis. Si donc, il n'existe pas une loi subséquente, modifiant l'acte dernièrement mentionné, ce que je ne crois pas, la Cour de Commissaires de la Grande Baie serait illégalement établie. Mais légale ou non, cette Cour qui n'est qu'à une distance de quatre lieues ³⁰ du *cheflieu* du Circuit devrait être abolie. Le Saguenay est une localité où il se fait très peu de transactions de nature mobilière au-dessus de six livres cinq *chelins*. La plus grande partie, sinon la totalité des affaires au-dessus de six livres cinq *chelins*, auront toutes trait à la propriété immobilière, et les sommes ou la valeur en litige excéderont toujours la juridiction de la Cour de Circuit. Par suite de l'agiotage ³¹ et des spéculations sur les terres, la valeur de ces dernières excède toujours sa valeur réelle. Ainsi le moindre lot défriché dans un township ou dans les réserves de la Couronne, est d'une valeur excédant toujours cinquante livres courant. Dans tous ces cas, où devront être intentées les actions ? Devant la Cour Supérieure à Québec. Donc, dans tous ces cas, le but qui a engagé la législature à établir une Cour au Saguenay sera complètement manqué. Ceci est un mal sérieux et qui demande un prompt remède.

Ne pourrait-on pas, en attendant que le Gouvernement ait entrepris les travaux nécessaires pour établir une communication entre le Saguenay et la partie supérieure du Comté, augmenter la juridiction de la Cour de Circuit ? Ne pourrait-on pas même, lui donner une juridiction illimitée, vu les circonstances exceptionnelles dans lesquelles se trouve cette localité, sauf à permettre un appel à la Cour Supérieure à

³⁰ Ancienne mesure de distance (environ 4 kilomètres). (Cf. : *Le Petit Robert I*, op. cit., p. 1,094).

³¹ (début XVIIIe), "L'étude et l'emploi de manoeuvres les moins délicates pour produire des variations inattendues dans le prix des effets publics et tourner à son profit les dépouilles de ceux qu'on a trompés." (Mirabeau) C'est ce qu'on appelle de la spéculation. (Cf. : *Le Petit Robert I*, op. cit., p. 36).

Québec, dans toutes les causes au-dessus de dix livres sterling, somme pour laquelle la loi permet la rente des immeubles, et faciliter l'appel en le dépouillant de toutes les formalités qui le rendent presque impossible dans bien des cas ?

Aussitôt qu'une communication facile sera établie entre le Saguenay et les paroisses voisines, il serait, je crois, très avantageux d'ériger tout le comté du Saguenay en un district distinct et séparé, dont le chef-lieu serait à la Malbaie. Le juge résident et celui du circuit de Kamouraska, et un juge de la Cour Supérieure de Québec, pourraient y tenir deux fois par année, en Juin et en Novembre, deux sessions de la Cour Supérieure. Dans ces deux mois, depuis le premier jusqu'au vingt, il serait facile pour le juge du circuit de Kamouraska, de traverser à la Malbaie, en chaloupe ou en goëlette, soit que le vent fut Nord-Est ou Sud-Ouest, ces deux vents étant également favorables pour aller et revenir. Le juge résident dans le comté du Saguenay pourrait faire des circuits dans son district, trois ou quatre fois par année, à la Baie St Paul et à la Grande Baie. Dans ces circuits, il pourrait connaître de toutes affaires n'excédant pas la juridiction actuelle des cours de circuit. On pourrait pareillement tenir deux sessions de la Cour Supérieure. Quant aux sessions de la Paix, elles pourraient avoir lieu deux fois par année. On me permettra de remarquer que la population de tout le comté du Saguenay étant canadienne-française, sauf quelques personnes d'une autre origine, parlant toutes le français, les procédures des cours criminelles devraient être faites et rédigées dans la langue française. Je fais ces suggestions, parce que je les crois utiles au comté du Saguenay en général, et que par suite de la difficulté des communications avec Québec, (dont les plus proches ont vingt lieues de chemins impraticables pour s'y rendre) et la juridiction limitée des cours des circuits des Éboulements et de Chicoutimi, le système actuel, dans l'avenir comme par le passé ne produira aucun résultat satisfaisant pour les justiciables.

J'ai dit plus haut qu'un Circuit dans le plan que je propose devrait être tenu à la Grande Baie. J'ajoute qu'en conservant le système actuel, la Grande Baie doit être le chef-lieu du circuit. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup d'oeil sur la carte du territoire du Saguenay.

Le Saguenay compte au Nord-est de la rivière de ce nom, les townships Taché, Bourget, Simard, Tremblay et Harvey ; au Sud-ouest les townships Roberval, Charlevoix, Matabetchouan, bornés au nord par le lac St Jean, les townships Caron, Signaÿ, Mésy, Labarre, Plessis, Kenogami, Jonquière, Chicoutimi, Laterrière, Lartigue, Simon et Bagot. Sur les cinq townships situés au Nord-est du Saguenay, les *habitants* de quatre seulement ont la rivière Saguenay à traverser pour se rendre à Chicoutimi, chef-lieu actuel. Le cinquième, celui de Harvey, est plus près de la Grande Baie qui est pour les *habitants* de ce township, d'un accès plus facile que Chicoutimi. Les quinze autres townships n'ont d'autre sortie que celle de la Grande Baie, et c'est ce que le Gouvernement a compris, en faisant tracer le grand chemin de tous ces townships à partir de la tête du Lac St Jean à aller à Bagotville, dans la Grande Baie. Ces townships comprennent la partie la plus propre à l'agriculture, et vers laquelle se porte déjà la population. Ils sont susceptibles de s'agrandir considérablement, parce que toutes leurs parties sont favorables à la culture, et quatre de ces townships appartiennent à des sociétés de colonisation qui les établiront en peu de tems. Les townships au Nord-est ne contiennent qu'une lisière étroite de terres arables, bornée par les montagnes, et conséquemment ne contiendront jamais une population dense. Le township de Chicoutimi n'est qu'à quatre lieues de la Grande Baie, ainsi la distance à parcourir est peu de choses pour les *habitants* de ce township.

Une autre considération, c'est que la Grande Baie possède un port immense, accessible en tout teris aux vaisseaux du plus haut tirant d'eau, tandis que Chicoutimi n'est accessible qu'aux petits bâtiments, les gros vaisseaux étant obligés d'ancrer à deux lieues en deçà. Par sa nature, par sa position qui la rend la seule voie de communication possible et avantageuse depuis le lac St Jean jusqu'à Bagotville, la Grande Baie offre toutes les conditions requises pour être, dans peu d'années, le chef-lieu commercial du nouveau territoire du Saguenay. C'est à la Grande Baie que devra commencer le chemin de communication entre le territoire du Saguenay et la partie supérieure de la province, chemin par lequel, pendant la clôture de la navigation, tous les *habitants* des townships, soit au Sud-Ouest soit au Nord-Est de la rivière Saguenay devront passer. Déjà la Grande Baie possède deux villages considérables avec une nombreuse population, tandis que Chicoutimi ne possède que des habitations éparses. D'ailleurs il n'est pas

probable qu'il se forme jamais de village à Chicoutimi, puisque les grands établissements de Ms McLeod n'ont pas eu ce résultat.

Il serait aussi à propos d'étendre au territoire du Saguenay l'ordonnance de police dont l'exécution pourrait être confiée au juge résident.

Le Saguenay depuis son établissement a été sans lois, sans autorités d'aucune espèce. Peuplé en grande partie par l'excédant (sic) de la population des paroisses voisines, il s'y passe fréquemment des choses qui nécessitent sans délai, l'établissement d'une cour criminelle et d'une prison. Je dois dire ici que les *habitans* considèrent l'absence de toute autorité pour faire maintenir les lois comme le mal le plus insupportable. Non seulement les gens honnêtes pensent ainsi, mais encore ceux qui ne le sont pas. Ces derniers trouvent très commode de faire du communisme aux dépens des autres, mais pratiqué à leurs dépens, le communisme perd de ses charmes, et ils comprennent que la loi seule peut faire respecter leur bien tout en les forçant à respecter celui d'autrui.

Peut-être objectera-t-on qu'il est dangereux de confier à un seul juge une *jurisdiction* (sic) illimitée. À cela je répondrai que la position exceptionnelle du Saguenay doit faire passer par dessus les abus qui pourraient résulter de l'augmentation de juridiction que je propose. D'ailleurs je ne le propose que comme mesure temporaire et dont les heureux effets en général feront plus que compenser le mal qu'on pourrait craindre de cette extension de pouvoir donnée au juge résident.

2. Dans mon rapport au département des terres de la Couronne, je suggère les moyens que je crois être les plus efficaces et les moins dispendieux pour la décision des difficultés et des réclamations au sujet des terres. Je réfère respectueusement l'Exécutif à ce rapport.

3. L'absence de toute voie de communication entre les townships et les *habitans* d'un même établissement, est un mal qui pèse grandement sur les colons. Il faudrait que la Législature adoptât au plutôt (sic), une loi spéciale de voirie pour le Saguenay. Le système municipal actuel qui ne peut être mis en action au Saguenay, parce qu'on n'y compte peu ou point de propriétaires, n'y pourrait pas opérer par suite des ri-

valités de townships qui, sans cesse aux prises, empêcheraient d'en tirer aucun avantage. Je suggérerais donc, d'adopter pendant quelques années, aussitôt que le territoire du Saguenay possédera une Cour des sessions de la paix, le système de voirie réglé par les statuts 36 et 39. George III chapitres 9 et 5. Dans l'état actuel du Saguenay, on ne peut raisonnablement attendre que le système municipal qui fonctionne dans nos paroisses si difficilement, je dirais même si mal, puisse agir avec quelque apparence de succès dans une nouvelle colonie qui ne possède pas même les éléments les plus essentiels à la mise en action de ce système. Je crois que l'adoption du système de voirie créé par les statuts ci-dessus, et une application vigilante et ferme des dispositions du Statut b. Guillaume 4. chapitre 56. remédiant aux abus préjudiciables à l'agriculture, donneraient au Saguenay un code rural efficace et suffisant. Mais il faudrait avoir soin de faire disparaître de ces lois toute disposition imposant aux électeurs des officiers de voirie la qualification de propriétaires fonciers et la remplacer par celle d'occupants de terre, jusqu'à ce que le Saguenay contienne un nombre suffisant de propriétaires fonciers.

Quant aux servitudes rurales la Cour de circuit pourra remédier aux maux que souffrent les colons sous ce rapport, en veillant à l'exécution des lois qui régissent ces servitudes.

4. Un quatrième mal est la dépression du commerce des bois, et la réduction faite par les maisons Price et McLeod dans le nombre de leurs employés. Cette dépression est due à plusieurs causes sur lesquelles l'Exécutif de cette colonie et la Législature n'ont aucun contrôle. Cependant quoiqu'ils ne puissent complètement remédier à ce mal, ils peuvent employer les moyens en leur pouvoir pour parer autant que possible aux inconvénients fâcheux qu'il produit. Je ne puis mieux faire que d'emprunter les paroles suivantes à l'excellent rapport du comité de l'Assemblée Législative sur l'émigration. "Les moyens préventifs que le Gouvernement pourrait employer, sont en partie indiqués dans la réponse à la neuvième question ; ainsi qu'on accorde une prime encourageante aux marchands du pays qui auront les pre-

miers des vaisseaux à eux appartenant, et avec lesquels on pourrait porter nos produits sur le marché qui nous sera le plus avantageux, puisque l'Angleterre nous a privés des droits protecteurs. Ce sera le moyen de raviver le commerce de notre bois, d'augmenter l'exportation de nos alcalis ³², de nos huiles animales, etc. Nous y gagnerons, en outre, en faisant profit nôtre des frais d'importation et d'exportation, outre que nous commencerions à former par là une petite marine canadienne où un grand nombre de jeunes gens trouveraient de l'emploi."

5. Mauvaise culture, manque de connaissances agricoles, et préjugés des colons. Rien de plus connu que la déplorable routine qui guide nos cultivateurs dans la culture de leurs champs. Au Saguenay, cette routine produit les effets les plus désastreux. Un colon se place sur une terre, il fait un abattis qu'il sème à travers les souches pendant deux ou trois ans, après lesquels la terre, épuisée et non fertilisée par les engrais, ne produit plus. Le colon alors fait un autre abattis qu'il sème encore pendant le même terroir, et qu'il abandonne ensuite pour continuer ce genre de culture jusqu'à ce qu'il aitensemencé de cette manière un lot entier. Alors il va prendre un autre lot, sur lequel il recommence à dépenser en pure perte ses travaux et ses sueurs... Voilà bientôt quatorze ans qu'une partie du Saguenay est établie, et cependant on n'y voit peu ou point de prairies, conséquemment point de fourrage, point d'animaux, point d'engrais. Les animaux les plus utiles, le mouton, par exemple, y est très rare. On n'y sème, ni chanvre ni lin. Les colons s'habillent avec les produits des manufactures étrangères, qu'ils paient à un prix assez haut, et dont ils ne peuvent se passer n'ayant aucune des matières premières pour fabriquer les étoffes qui les couvriraient mieux que celles qu'ils achètent chez les marchands.

On a importé dans le Saguenay la machine si utile inventée par notre estimable compatriote, le docteur Taché, de Rimouski, pour arracher les souches dont les terres défrichées sont couvertes. Plusieurs de ces machines existent, et les colons les ont vues à l'oeuvre, et faire

³² Nom générique des bases et, plus spécifiquement des sels basiques que donnent avec l'oxygène des métaux dits alcalins. Ex. : Alcalis fixes (potasse et soude), alcali volatil (ammoniaque), végétal (potasse), minéral (soude). (Cf. : *Le Petit Robert I*, op. cit., p. 46).

avec deux hommes dans quelques jours ce que six hommes, d'après l'ancienne manière ne feraient pas dans un mois. Des personnes ont essayé de faire comprendre aux colons les avantages de ces machines, mais peine perdue, ils ont répondu qu'ils préféreraient l'ancienne façon, que cette machine dégraisse la terre ! On a essayé de faire comprendre aux gens l'utilité qu'ils peuvent retirer, comme engrais, d'une terre blanche dans laquelle il se trouve beaucoup de chaux, en la mêlant avec la terre des endroits bas et *savanneux*, mais inutilement. On fait à ce conseil la réponse banale que nos cultivateurs font toujours à toutes les améliorations. "Ca s'est jamais fait ici. Mon père, mon grand-père ont cultivé comme je cultive, et ils ont bien vécu." Les cultivateurs en général voient d'un mauvais oeil et avec défiance, toutes les innovations. Ils ont beau voir ces innovations produire les effets les plus satisfaisants, les préjugés les font toujours demeurer dans leur routine. On a essayé depuis une couple d'années de répandre l'instruction agricole parmi nos cultivateurs au moyen du Journal de l'agriculture, mais ce journal, quelques (sic) bienveillantes que soient les vues de ses fondateurs, ne peut, pour des causes qu'il serait trop long d'énumérer ici, atteindre le but pour lequel il a été créé. Qu'il suffise seulement de dire que le manque d'instruction chez nos cultivateurs est un des plus grands obstacles qu'il ait à combattre.

Veut-on sérieusement faire quelque chose pour la classe agricole ? Que l'on commence d'abord par former, au moyen d'écoles normales, des maîtres capables d'enseigner, qu'on limite le nombre des écoles dans chaque localité, car ce n'est pas la quantité mais la qualité des écoles qu'il faut considérer. Il faudrait introduire dans ces écoles quelques traités élémentaires d'agriculture, avoir, dans chaque comté, au moins, une ferme modèle où l'on apprendrait à faire l'application des principes de la culture. Comme de raison, ces avantages ne produisent que peu ou point de résultats chez la classe adulte, celle-là est perdue pour l'instruction, mais ils seraient suivis des plus heureux succès parmi la génération encore dans l'enfance qui se dépouillerait insensiblement des préjugés que la routine et l'ignorance ont enracinés dans l'esprit de leurs pères. À cela il faudrait ajouter des encouragements à l'agriculture, en favorisant les produits agricoles, les manufactures domestiques, en améliorant les races de nos animaux, en accordant des primes aux cultivateurs, surtout aux colons des nouveaux établissements, à ceux qui auront fait les plus grands défrichements, ou qui

auront récolté les plus beaux grains. Ce que je viens de dire s'applique à toutes nos campagnes, mais plus spécialement encore au Saguenay, ou il n'y a pas d'écoles sous le contrôle de la loi d'éducation qui y est sans activité aucune, parce que les colons ne possèdent pas la qualification requise par cette loi pour voter à l'élection des Commissaires d'écoles, et parce que quand même cette qualification existerait, les colons sont trop pauvres pour payer aucune taxe ou contribution quelconque. Il faut donc dans le Saguenay, trouver un autre mode pour le soutien des écoles, et ce mode ne peut être autre que celui de faire rétribuer les instituteurs par le Gouvernement seul. Refuser de le faire, serait déclarer que le Saguenay, comme tous les autres établissements nouveaux, sera pendant de nombreuses générations privé des bienfaits de l'instruction.

6. Nos cultivateurs ont en général peu de sympathie pour la tenure en franc-alleu. Accoutumés au régime seigneurial, ils ne peuvent se familiariser avec l'idée de prendre des terres à un autre titre que celui de censitaire ³³. Les colons du Saguenay, venus presque tous des seigneuries des Messieurs du Séminaire de Québec, des Éboulements, et de la Malbaie, dont les propriétaires, principalement les Messieurs du Séminaire de Québec, ont toujours conservé le taux primitif de concession, croient qu'il leur est impossible de pouvoir jamais réaliser la somme nécessaire pour payer leurs terres au prix demandé par le Gouvernement, et il faut avouer que d'ici à *longtemps* ils seront incapables « amasser cette somme. Naturellement ils préfèrent la vente seigneuriale, qui leur donne pour cinq *chelins* par an, une terre de trois arpents ³⁴ sur soixante arpents, plus ou moins, de profondeur, et dont le sol est aussi bon que celui des terres du Saguenay. Cette répugnance pour la tenure en franc-alleu est prouvée par les nombreuses concessions que les Messieurs du Séminaire font dans les profondeurs de leurs seigneuries de Beupré et de Laval qu'ils ont fait récemment arpenter et diviser, et même dans le chemin des Caps. Au rapport de

³³ Se dit d'un colon qui devait payer une redevance annuelle (cens) au seigneur d'un fief (seigneurie) pour continuer à avoir droit de profiter de sa terre. (Cf. : *Canada-Québec, Synthèse historique*, op. cit., p. 82).

³⁴ Mesure de longueur (180 pi., ancienne mesure française). Mesure de superficie (32,400 pi. car., ancienne mesure française). (Cf. : *Glossaire du parler français au Canada*, op. cit., p. 60).

M. N.F. LeFrançois, arpenteur, cette partie de la seigneurie de Beau-pré, dans la profondeur, depuis la rive nord de la rivière Ste Anne, en suivant cette rivière jusqu'à la Baie St Paul, offre le *terrein* le plus beau et le meilleur à concéder dans tout le district de Québec. De la rive Sud de la dite rivière jusqu'à la concession de St Flavien de la Baie St Paul, il y a aussi de beaux et bons *terreins* propres à la culture, et qui offrent un moyen de communication facile pour les *habitans* de la Baie St Paul. La vallée du Sault à la Puce, les vallées formées par les branches de la rivière Huron, vis-à-vis Stoneham et Tewkesbury, offrent aux colons un sol gras et couvert de bois franc, et particulièrement de merisier.

Les Messieurs du Séminaire de Québec ont eu l'obligeance de me communiquer une copie de leurs billets de location dans cette partie de leurs seigneuries. Elle est annexée au présent rapport. Les conditions qu'ils exigent sont très faciles pour les colons pauvres et industriels. Dans peu d'années une population nombreuse sera établie dans cette partie, attirée par la modicité de la vente exigée par les propriétaires, la bonté du sol, et l'accès facile et constant à la Cité de Québec ou aux paroisses voisines, où les colons pourront vendre à un prix raisonnable et au comptant, le bois de chauffage et les produits de l'agriculture, et acquérir par ce moyen une aisance et un confort inconnus au Saguenay. Le colon du Saguenay ne jouit pas de ces avantages. Il n'a pas de bois de chauffage à vendre, point de grains, et quand il en aurait, le marché où il pourrait s'en défaire avec quelque avantage, est trop loin pour qu'il les y porte. Il n'est donc pas surprenant que pour toutes ces causes, l'enthousiasme d'abord produit par les rapports sur le Saguenay se soit calmé, et que les colons, découragés par l'absence de tout avantage qui puisse les engager à s'y fixer, aient cherché ailleurs une localité plus attrayante. Il faut donc adopter des moyens pour mettre le territoire du Saguenay, si on tient à le voir prospérer, en état de rivaliser par des avantages factices, avec les localités qui jouissent des avantages naturels dont le Saguenay est privé. Je dois remarquer ici, que la plupart des colons actuels du Saguenay, sont persuadés que le Gouvernement n'exigera jamais le prix des terres qu'ils occupent. Cette persuasion est le prix, m'a-t-on assuré, des discours et des conseils de gens influents qui répètent sans cesse : ne payez pas vos terres, vous les aurez pour rien. Il n'est pas besoin de dire si ces

conseils ont été religieusement suivis. D'ailleurs les recettes de l'agent peuvent en faire foi.

D'après des informations reçues de gens dignes de foi et corroborées par le témoignage de M. LeFrançois que j'ai cité plus haut, il paraîtrait qu'il existe depuis St Urbain de la Baie St Paul jusqu'à la paroisse de St Feréol, dans le comté de Montmorency, une vallée qui offre les moyens les plus faciles et les moins dispendieux d'ouvrir un chemin de communication entre ces paroisses ; ce chemin, si ces informations sont correctes, remplacerait, s'il était fait, celui maintenant connu sous le nom de chemin des Caps, et qui est dans un état qui le rend périlleux pour le voyageur. A ce chemin pourrait venir se rattacher le chemin du Saguenay. On prétend que de la Grande Baie à St Urbain, il existe un moyen facile de faire un chemin qui est déjà tracé par les *habitants* de St Urbain. D'un autre côté les gens de la Malbaie disent que le chemin de St Urbain est dangereux, impassable, et que celui qu'ils ont tracé et qui se termine à leur paroisse est le seul praticable. Il m'a été impossible de m'assurer des prétentions respectives des parties intéressées à l'ouverture de ces deux chemins. Le moyen le plus sûr de connaître laquelle des deux prétentions est la mieux fondée, serait d'envoyer une personne étrangère au Comté faire l'exploration des deux chemins proposés. D'après ce que j'ai pu comprendre des informations contradictoires que j'ai prises à ce sujet, le chemin de St Urbain serait plus facile à faire, et offre de plus un sol propre à la culture dans presque toute sa longueur, ce qui ne serait pas le cas pour l'autre chemin.

Le comité de l'Assemblée Législative sur l'Émigration "recommande à l'attention de cette Chambre, la suggestion faite d'établir des taux de péages sur les chemins publics pour pourvoir à la réparation de ces chemins." Cette recommandation aussi juste que sage est appuyée par l'expérience. J'ai eu occasion de passer par le chemin Kempt de Métis à Ristigouche, il y a quatre ans. Ce chemin à peine terminé, était déjà dans un très mauvais état, et l'été dernier il était presque impraticable. Le chemin des Caps, par lequel j'ai passé plusieurs fois, est dans le même état. Ces chemins ont coûté des sommes énormes à la province, et faute d'entretien, leur réparation exigera des dépenses considérables. La perception d'un péage est le seul moyen d'entretenir en bon état les chemins faits à même les deniers publics.

Outre les chemins dont j'ai parlé plus haut, la prospérité et l'avancement du Saguenay exigent qu'il y soit établi un mode de communication par eau au moyen de la vapeur. La navigation au moyen des bâtiments à voiles est tellement lente et retardée presque constamment par les vents qui soufflent dans la rivière Saguenay, qu'un voyage à Québec dure souvent trois ou quatre semaines. Ainsi de tels voyages ne sont guère propres à favoriser le commerce et l'industrie. Il ne souffle toujours que deux vents sur le Saguenay depuis son embouchure ; le vent qui entre, et ce vent est ou Sud ou Sud-Ouest, ou Nord-Est, et le vent qui sort, le vent de Nord et de Nord-Ouest. Si vous remontez le Saguenay, les vents de Nord ou de Nord-Ouest peuvent vous arrêter dix et même quinze jours et plus à son embouchure, comme cela arrive fréquemment. Il m'est arrivé à moi-même d'être retenu dix jours dans un vilain trou qu'on appelle (sic) le petit Saguenay sans pouvoir en sortir ni en chaloupe ni en canot. Quand j'ai quitté le Saguenay, j'ai mis onze jours pour faire quarante-deux lieues, et cinq bâtiments partis en même terris que celui dans lequel j'étais n'ont pas été plus heureux. Lorsque je traversai de la Rivière du Loup à la Côte du Nord, pour me rendre au Saguenay, plusieurs bâtiments arrivèrent en même tems que ma chaloupe à Tadoussac. Là je trouvai le Steamer le Pocahontas sur lequel je m'embarquai, et bien m'en prit. Le lendemain j'étais à la Grande Baie, et les bâtiments que j'avais laissés à Tadoussac n'arrivèrent que dix jours après, le vent de Nord-Ouest ayant soufflé constamment pendant ces dix jours. J'ai passé deux mois dans le Saguenay et pendant tout ce terris, les voyages des goëlettes de Québec, ont toujours duré de quinze jours à trois semaines. À cet inconvénient, il faut ajouter que les bons mouillages sont très rares dans toute l'étendue du Saguenay, ce qui rend la navigation de cette rivière encore plus difficile. Je crois donc que le seul moyen de rendre la communication par eau facile, est l'établissement de steamers, soit par des compagnies ou par le Gouvernement. Mais je dois dire aussi que ces steamers, d'ici à bien *longtems* (sic), ne donneront pas un grand bénéfice à ceux qui les auront...

Québec, 20 Février, 1850.

Commissaire

Le Saguenay—Lac-Saint-Jean en 1850.
Rapport spécial de Jacques Crémazie.

Biographie

Jacques Crémazie

[Retour à la table des matières](#)

CRÉMAZIE, JACQUES, avocat, auteur d'ouvrages de droit, journaliste, né à Québec le 10 octobre 1810, du mariage de Jacques Crémazie et de Marie-Anne Miville ; frère aîné du poète Octave CRÉMAZIE qu'il aida considérablement dans ses malheurs financiers et dans l'exil ; décédé à Québec le 11 juillet 1872.

En 1818, Crémazie entra au petit séminaire de Québec où il termina ses études classiques en 1828. Après avoir songé quelque temps à se faire prêtre il étudia le droit et fut reçu avocat le 4 février 1835. Il pratiqua sa profession pendant quelques années avec Jean-Baptiste-Édouard Bacquet. Le 26 avril 1845, il fut nommé inspecteur des bureaux d'enregistrement dans les districts de Québec et de Gaspé ; ces bureaux avaient été créés en 1841, par une ordonnance du Conseil spécial, pour y inscrire les actes et en particulier les hypothèques affectant les immeubles dans le Bas-Canada, et leur bon fonctionnement était surveillé par des inspecteurs nommés par le gouvernement.

Lorsqu'en 1854, peu après la fondation de l'université Laval, on ouvrit la faculté de droit, Jacques Crémazie en devint le premier secrétaire et il y enseigna le droit civil. En 1866, il succéda à Augustin-Norbert Morin comme doyen de la faculté, poste qu'il occupa jusqu'à

sa mort et qui en fit un pionnier de l'enseignement universitaire du droit au Canada français. En 1860, il fut aussi nommé recorder de la ville de Québec.

Portant un grand intérêt à la cause de l'instruction élémentaire, Crémazie présenta au comité d'enquête de l'Assemblée législative sur l'état de l'éducation dans le Bas-Canada, créé en 1853, un important mémoire qui inspira le rapport du comité et les lois de réforme de l'éducation de 1856. Pour Crémazie, le retard de l'éducation dans le Bas-Canada provenait principalement de « l'omission de toute disposition pour la formation des instituteurs, pour régler et fixer à un taux convenable le traitement qui doit leur être accordé ». Il réclamait l'établissement d'écoles normales. Comme autres causes de donnait le manque d'uniformité de retard, Crémazie donnait le manque d'uniformité de l'enseignement, la variété infinie des livres scolaires et l'absence de tout contrôle sur les écoles. Il demandait que l'État, par l'intermédiaire d'un ministère de l'Instruction publique, intervint pour fixer les traitements, publier un journal et s'occuper de tous les problèmes d'éducation. Lors de la formation du conseil de l'Instruction publique, en 1859, il en devint membre. Dix ans plus tard, au moment de la réorganisation du conseil, il fut nommé président du comité catholique. Il fut aussi secrétaire de la Commission scolaire catholique de Québec. Homme très charitable, il s'occupa particulièrement de l'asile du Bon-Pasteur à Québec. Il donna même des leçons aux soeurs enseignantes et aux élèves pauvres et il fut bénévolement le conseiller juridique de la communauté.

Jacques Crémazie publia trois ouvrages : les *Lois criminelles anglaises [...]*, première compilation en français du droit criminel en vigueur dans la province du Canada, paru en 1842 ; *Manuel des notions utiles sur les droits politiques, le droit civil la loi criminelle, et municipale, les lois rurales, etc.*, publié en 1852 et, en 1867, *Notions élémentaires de cosmographie et de météorologie accompagnées de leçons sur l'usage des globes*.

Les deux premiers ouvrages ne témoignent pas d'une grande originalité de pensée, mais ils furent, à l'époque, très utiles pour vulgariser les connaissances juridiques chez les lecteurs canadiens-français. Quant au troisième, il révèle que l'auteur s'intéressait à tout et fut

composé surtout pour venir en aide aux instituteurs. Crémazie rédigea *l'Ami de la religion et de la patrie*, journal successivement hebdomadaire, bihebdomadaire et trihebdomadaire, que publia Stanislas Drapeau du 18 décembre 1847 au 13 mars 1850. C'était un journal qui se disait « ecclésiastique, politique et commercial », et qui voulait contribuer à l'instruction populaire. Ce journal fut remplacé par *l'Ordre social* qui parut du 28 mars au 26 décembre 1850 et que dirigea aussi Crémazie. Il voulut parfaire, comme journaliste, son oeuvre d'éducateur en défendant ce qu'il regardait comme des valeurs « éternelles de la civilisation », la religion, la propriété et la famille.

Après plusieurs mois de maladie, Jacques Crémazie, qui était célibataire, mourut à Québec le 11 juillet 1872. Le lendemain, *le Canadien* écrivait : « Un grand chrétien et un citoyen distingué vient de mourir ».

J.-C. BONENFANT

Jacques Crémazie, *Les lois criminelles anglaises traduites et compilées de Blackstone, Chitty, Russel et autres criminalistes, et telles que suivies en Canada : arrangées suivant les dispositions introduites dans le Code criminel de cette province par les Statuts provinciaux 4 et 5 Victoria, chap. 24, 25, 26 et 27. Comprenant aussi un précis des Statuts pénaux et de la ci-devant province du Bas-Canada* (Québec, 1842) ; *Manuel des notions utiles sur les droits politiques, le droit civil, la loi criminelle et municipale, les lois rurales, etc.* (Québec, 1852) ; [-], *Notions élémentaires de cosmographie et de météorologie accompagnées de leçons sur l'usage des globes* (Québec, 1867).

L'Asile du Bon-Pasteur de Québec d'après les annales de cet institut (Québec, 1896), 132-137. - JALPC, 1852-1853, app. J.J., Rapport du comité spécial de l'Assemblée législative nommé pour s'enquérir de l'état de l'éducation et du fonctionnement de la loi des écoles dans le Bas-Canada. - *Le Canadien* (Québec), 15 juill. 1872. - *Le Courrier du Canada* (Québec), 12 juill. 1872. - *Annuaire de l'université Laval pour l'année académique 1873-1874* (Québec, 1873), 51-55. - Beau-lieu et Hamelin, *Journaux du Québec*, 175-205. - Audet, *Histoire du conseil de l'Instruction publique*, 40s. - André Labarrière-Paulé, *Les instituteurs laïques au Canada français, 1836-1900* (Québec, 1965),

156-161. - P.-G. Roy, *À propos de Crémazie* (Québec, 1945), 17-28. - Jean-Charles Bonenfant, "Jacques Crémazie", in Marc La Terreur, directeur, *Dictionnaire biographique du Canada, de 1871 à 1880*, Québec. Les Presses de l'université Laval, 1972, pp. 220-221 (Publié avec permission).

Le Saguenay-Lac-Saint-Jean en 1850.
Rapport spécial de Jacques Crémazie.

Bibliographie sommaire sur l'histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean

[Retour à la table des matières](#)

BLANCHARD, Raoul, *L'Est Canada français*, tome 2e, "Le Saguenay et le Lac-Saint-Jean", Montréal, Beauchemin, 1935.

BOUCHARD, Gérard, "La dynamique communautaire et l'évolution des sociétés rurales québécoises au 19e et 20e siècles. Construction d'un modèle", *Revue d'histoire de l'Amérique française (R.H.A.F.)*, vol. 40, no 1, été 1986, pp. 67-68.

BOUCHARD, Russel, *Le Pays du Lac-Saint-Jean*, Chicoutimi, seconde édition, deuxième trimestre, 1988.

BUIES, Arthur, *Le Saguenay et la vallée du Lac St-Jean*, Québec, Imprimerie Côté, 1880.

DECHENE, Louise, "Les entreprises de William Price (1810-1850)", *Saguenayensia*, juillet-août 1970, 12, 3, pp. 58-64 ; 12, 4, pp. 82-85.

GIRARD, Camil, PERRON, Normand, *L'Histoire du Saguenay-Lac Saint-Jean, Québec*, Institut québécois de recherche sur la Culture, (en préparation)

GIRARD, Camil, PERRON, Normand, conseillers et éditeurs, Gilles Gauthier, Zoé Boivin-Fournier, Emma Maltais-Girard, *Laterrière au Saguenay, Grand-Brulé, des origines à nos jours*, Chicoutimi, 1983.

LAPOINTE, Adam, et al., *Économie régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean*, Chicoutimi, Gaétan Morin Éditeur, 1981.

LEROUX, Michèle, *La colonisation du Saguenay et l'action de l'Association des comtés de l'Islet et de Kamouraska*, mémoire de D.E.S., Université de Montréal, 1972.

MARTEL, L.-A., *Notes sur le Saguenay*, (écrites entre 1850 et 1865), manuscrit publié, Séminaire de Chicoutimi, Centre d'Études et de Recherches historiques du Saguenay, 1968.

PÉPIN, Pierre-Yves, *Le Royaume du Saguenay en 1968*, Ottawa, ministère de l'Expansion économique régionale, 1969.

POUYEZ, Christian, Yolande LAVOIE et al, *Les Saguenayens*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1983.

SÉGUIN, Normand, dir., *Agriculture et colonisation au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1980.

SÉGUIN, Normand, *La Conquête du sol au 19e siècle*, Sillery, Québec, Boréal Express, 1977.

SIMARD, Jean-Paul, *Incursions documentaires dans le Domaine du Roi, 1780-1830*, Chicoutimi, Centre d'Études et de Recherches historiques du Saguenay, 1968.

SIMARD, Jean-Paul, *Pressions pour ouvrir le Saguenay 1829-1836*, Chicoutimi, Centre d'Études et de Recherches historiques du Saguenay, 1968.

SIMARD, Jean-Paul, "Survol de l'histoire économique du Saguenay-Lac-Saint-Jean", in Adam Lapointe et al, *Économie régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean*, Chicoutimi, Gaétan Morin Éditeur, 1981.

TREMBLAY, Victor, *Histoire du Saguenay, depuis les origines jusqu'à 1870*, Chicoutimi, Éditions La Librairie régionale, 1984.

Périodiques : *Saguenayensia* 1959 à nos jours. Voir *L'index*, 1959-1982, vol. 25, no 4, sept.-déc. 1983, pp. 85-162.

Fin